

## Israël-Palestine : ce qui bloque, ce qui bouge

*Si la situation est bloquée en Israël, du fait de la politique du gouvernement israélien, et en Palestine, à cause de la division entre Fatah et Hamas, des mouvements se manifestent dans le champ international. Telle était la grille de lecture proposée par Dominique Vidal, au nom du bureau national, dans son introduction à la conférence des groupes locaux de l'AFPS, le 29 mai 2010.*

L'arraisonnement sanglant de la « flottille de la liberté » n'a pas tardé à confirmer la fuite en avant des dirigeants israéliens. Loin de représenter une « bavure », ce crime de guerre confirme que le gouvernement Netanyahu, le plus extrémiste de l'histoire, entend imposer sa volonté par sa seule force des armes, et sabote donc sciemment toute tentative de négociation. Il est, hélas, en phase avec la majorité d'une opinion qui, faute d'alternative, le soutient.

Cette ligne dure exploite la paralysie qu'entraîne, du côté palestinien, la césure entre les deux grands mouvements rivaux. D'abord politique, la déchirure est aussi idéologique, religieuse... et géographique – bref, elle paraît trop profonde pour être réparée rapidement.

Dans ces conditions, plus que jamais, l'issue dépend de la communauté internationale : partis, syndicats, associations, gouvernements, mais aussi organisations régionales et internationales où ces derniers se retrouvent. La tendance dominante, c'est l'isolement d'Israël, symbolisé par l'adoption du rapport Goldstone à une large majorité à l'Assemblée générale des Nations unies.

Le changement le plus notable est le remplacement de George W. Bush par Barack Obama, qui prive Israël d'un allié inconditionnel. Certes, le nouveau président défend les intérêts de l'Amérique, dont il entend rétablir le leadership en misant sur le soft power plutôt que sur le hard

power – sauf en Afghanistan, où il a envoyé 30 000 GI's supplémentaires. S'il avance en zigzagant, la crise dans les relations américano-israéliennes ne cesse de s'approfondir, avec la conviction grandissante que l'intransigeance israélienne menace les intérêts mêmes de l'Amérique au Proche et Moyen-Orient.

L'Union européenne, elle, reste schizophrénique, hésitant entre « rehausser » ses relations avec Israël et sanctionner ce dernier. Les Vingt-Sept doivent cependant tenir compte de la colère de leur opinion publique, qui pousse certaines institutions (gouvernements, fonds souverains, banques, grandes entreprises) à durcir leur attitude : exigences d'un étiquetage spécifique des produits des colonies à fin de taxation, expulsion de diplomates compromis dans l'utilisation de passeports européens dans l'assassinat de Dubaï, désinvestissement des colonies, etc.

Ces évolutions, auxquelles s'ajoutent celles de la Turquie et de plusieurs Etats émergents, n'ont rien de spontané : c'est la montée de la condamnation populaire qui fait bouger gouvernements et institutions internationales.

Les responsabilités de l'AFPS s'en trouvent accrues. Tout nous invite à mettre en œuvre la campagne BDS, recentrée pour déjouer les tentatives répressives du pouvoir. Instrument décisif pour élargir le mouvement, BDS n'est pas pour autant la panacée : le travail d'information, notamment à travers le site et les conférences-débats, l'effort d'implantation dans les quartiers populaires et notamment en direction de la jeunesse, les missions civiles et les projets en Palestine même : il ne faut négliger aucun des outils qui permettent – au sein d'une activité unitaire large – d'affirmer la présence de l'AFPS et d'en renforcer l'organisation. ■

*Dominique Vidal*